

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 5 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NICOLLIN SAS déchetterie d'Halluin

Référence : inspection du 23/11/2022
Code AIOT : 0007004018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement NICOLLIN SAS déchetterie d'Halluin implanté rue de la Lys 59250 HALLUIN. L'inspection a été annoncée le 25/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NICOLLINS SAS – déchetterie d'HALLUIN
- rue de la Lys 59250 HALLUIN
- Code AIOT : 0007004018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société NICOLLIN SAS, implantée à Marquette Lez Lille, a repris depuis le 1er janvier 2022, l'exploitation de 6 déchetteries de la MEL (Halluin, La Madeleine, Mons, Roubaix, Tourcoing et Quesnoy sur Deule). Elle exerce une activité de collecte, de transit et de tri de déchets non dangereux sur son site situé rue de la Lys à Halluin. L'établissement est une installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.

Il a vocation à accueillir les déchets des particuliers, des artisans, des commerçants, des administrations et des services municipaux des communes de MEL.

Les déchets admis sur le site par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont de type :

- « monstre » : (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules, etc) ;
- déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ;

- papier, carton, verre, bois, plastique, métaux ;
- déchets ménagers " spéciaux " : huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, acides ou bases, peintures, etc ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Ces déchets sont aujourd'hui distingués comme dangereux ou non dangereux.

Le site est ouvert tous les jours à l'exception du 1er mai, 25 et 31 décembre avec des horaires adaptés .

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 11 avril 2007. Il est soumis à autorisation pour la rubrique 2710-1 « installation de collecte de déchets dangereux supérieure à 7 tonnes » et à enregistrement pour la rubrique 2710-2 « installation de collecte de déchets non dangereux supérieure ou égale à 300m² et inférieure à 600m² ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.1	/	Sans objet
2	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.3	/	Sans objet
3	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.3.2	/	Sans objet
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 8.1.3.1	/	Sans objet
5	permis de feu	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions vérifiées le jour de l'inspection sont respectées. Suite à la reprise du site au 1er janvier 2022, des observations ont été réalisées sur le suivi des contrôles réglementaires et sur la mise en place définitive d'affichage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat et vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Elle disposera au minimum : 1 extincteur à eau pulvérisée pour 3 bennes, soit 4 extincteurs ; 3 extincteurs à poudre répartis sur le site dont 1 dans le local d'exploitation et 2 à l'extérieur du local des déchets spéciaux ; 1 poteau incendie normalisé est situé rue de la Lys, à quelques dizaines de mètres de l'entrée du site ; d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels doivent être maintenus et bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Suite à reprise de l'exploitation de la déchetterie d'Halluin, l'exploitant a mis en place des extincteurs neufs sur l'ensemble du site et a procédé au contrôle de ces extincteurs en date du 20/07/2022 (rapport n°1166054-1) par la société LST LEBOULANGER SECURITE à Hazebrouck. Les 5 extincteurs à eau, les 6 extincteurs à poudre et l'extincteur à CO2 étaient en bon état. Les étiquettes présentes sur les extincteurs étaient correctement renseignées pour les 2 extincteurs proches du compacteur vus le jour de l'Inspection. La surveillance des moyens d'extincteurs est programmée annuellement. SICLI a réalisé la vérification du poteau incendie situé rue de la Lys proche de l'entrée de la déchetterie. (rapport n° 3183416C). SICLI a attesté de son bon fonctionnement mais le débit n'est pas précisé. L'exploitant a envoyé le bon de commande de la vérification du débit le 25 novembre 2022 par mail. Le prestataire a confirmé son intervention pour le contrôle le 9 décembre 2022. Les plans sont situés sur le site et le plan des locaux présent dans le local gardien précise la position des extincteurs (à l'exception de ceux rajoutés suite à la vérification APSAD) , le point de rassemblement, les issues, l'armoire électrique. Les nouveaux plans plastifiés intégrant l'ensemble des nouveaux extincteurs seront mis en place le 6 décembre 2022.
Observations : Observation n°1 : l'inspection rappelle que le débit du poteau incendie doit être vérifié annuellement. Observation n°2 : l'inspection rappelle que les plans affichés doivent être tenus à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation et répartition
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'eau et d'extincteurs mobiles. En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur. Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction de classes de feux définies par la norme NFS.60.100 seront repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés, accessibles en toutes circonstances et judicieusement répartis dans le bâtiment et sur le chantier. Ils seront homologués NF.MIH et vérifiés régulièrement par un organisme agréé. La date et le rapport de ces contrôles seront consignés dans le registre de sécurité. Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.
Constats : Les extincteurs sont repérés à côté des bennes, accessibles en toutes circonstances sur l'ensemble du site. Le jour de l'inspection, ceux-ci étaient numérotés et l'extincteur n°3 a été vérifié. Les contrôles réalisés par la société LST ne sont pas notés dans le nouveau registre présent dans le local gardien. Les consignes d'incendie ne sont pas affichées dans le local gardien mais elles sont toutes présentes dans le classeur de couleur bleue qui reprend toutes les consignes du site dans le local du gardien. Celles-ci précisent la procédure complète ainsi que le plan. La procédure a été mise place par le responsable QSE et est suivie. La fiche incident précisée dans la procédure d'évacuation n'était pas disponible le jour de l'Inspection en version papier. L'ordinateur dédié du site n'était pas en fonctionnement et ne permettait pas d'accéder à cette fiche. Suite à l'inspection, l'exploitant a affiché la procédure dans le local gardien.
Observations : Observation n°3 : les documents de référence repris dans les procédures incendies doivent être disponibles sur le site afin d'être utilisé localement à tout moment. Observation n°4 : le registre de sécurité doit être rempli à chaque intervention par les prestataires extérieurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, plan interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un an, un plan d'intervention interne sera établi par le Chef d'établissement, sous sa responsabilité, en collaboration avec les Services d'Incendie et de Secours. Il sera mis à jour en cas de modification du mode d'exploitation. Le document correspondant précisera notamment : l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ; les dispositifs d'intervention et de protection contre l'incendie, répertoriés sur un schéma (poteaux d'incendie, ressources complémentaires en eau...) ; les zones à risques particuliers ; les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ; les moyens de transmission et d'alerte ; les moyens d'appel de secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels ; les personnes à prévenir en cas de sinistre. En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant devra prendre toutes mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets.
Constats : Le plan interne et ses annexes précisent ces éléments à l'exception du plan précis des risques spécifiques. Les anciennes consignes spécifiques sont encore affichées pour les risques spécifiques dans le local DDS. Les fiches réflexes : - « consignes en cas d'accident » - « consignes en cas d'incendie » et « consignes en cas d'incendie dans le local DDS » sont disponibles au local gardien. Aucun exercice n'a été réalisé depuis la reprise de la déchetterie en janvier 2022. Un exercice est programmé dans les mois à venir.
Observations : Observation n°5 : la finalisation du plan présentant les risques spécifiques du site devra être affichée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlée par une personne compétente.
Constats : Suite à reprise de l'exploitation d'une partie des déchetteries de la MEL, la dernière vérification de la conformité des installations et matériel électriques sur la déchetterie d'Halluin a été réalisé le 07/04/2022 (rapport du 08/05/2022 n°25200/22/7674) et planifié en avril 2023 par la société SOCOTEC et par le responsable QSE. Le rapport fait apparaître 4 non conformités. L'exploitant a précisé la mise en place du service maintenance interne qui assure la réalisation des travaux pour lesquels les techniciens sont habilités. L'intervention de prestataires extérieurs est demandée pour les autres missions. Le jour de l'inspection, la levée des non conformités était en cours mais les délais de réalisation n'ont pas pu être précisés.
Observations : Observation n°6 : un suivi individuel formalisé des non conformités permettra une meilleure traçabilité et un meilleur suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les travaux d'aménagement ou de réparation, sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne doivent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu. Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier a nommément désignés. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables. Des visites de contrôle doivent être effectuées après toute intervention.
Constats : Aucun permis de feu n'a pu être présenté lors de l'inspection. Le document vierge utilisé par le groupe NICOLLIN a été présenté par l'exploitant. La visite de contrôle après travaux est précisée dans la partie « surveillance de sécurité de la fiche ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet